



ARGENTINE



D 2070 • Ar5
16-30 Avril 1996

MOTS-CLEFS

Épiscopat
Rôle des Églises
Gouvernement
Conditions de vie
Pauvreté

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

**LES ÉVÊQUES ARGENTINS
DU CÔTÉ DES PAUVRES**

La polémique survenue à propos du conflit entre l'épiscopat catholique et le président Carlos Menem a fait la une de la presse argentine. Cet épiscopat traditionnellement plus près du pouvoir que du peuple, qui n'est pas parvenu, en fin décembre 1995, à s'entendre sur une déclaration dans laquelle il aurait reconnu sa grave compromission avec la dictature qui a sévi de 1976 à 1983 (cf. DIAL D 2043) prend aujourd'hui la défense des plus démunis et se dresse contre la politique économique gouvernementale, dénonçant dans un document pastoral la paupérisation de larges secteurs du pays et l'indifférence des élites dirigeantes. Article paru dans Noticias Aliadas, 28 mars 1996 (hebdomadaire péruvien).

L'épiscopat argentin traditionnellement conservateur a été amené par les circonstances à assumer un nouveau rôle social. Il s'est dressé pour devenir la voix des plus pauvres, des chômeurs et des exclus en général du modèle économique.

Le père Luis Farinello explique : "Sur 10 personnes qui viennent tous les jours dans ma paroisse, une seule le fait pour des démarches liées à un mariage ou un baptême. Les autres viennent pour demander du travail, un toit et de la nourriture".

Depuis l'avènement de la démocratie en 1983, jamais comme ces derniers jours, les critiques de l'Église catholique n'ont été aussi sévères et partagées par l'ensemble des évêques.

Le 18 mars 1996, les prélats se sont entretenus avec le président Carlos Menem et lui ont remis un document qui fera date. Sur ce document, l'Église catholique argentine stipule qu'il "est urgent de vaincre le chômage et

l'exclusion sociale" et elle appelle à "rendre plus humain" le modèle économique par une distribution plus équitable de la richesse et également du coût social.

Le 19 mars 1996, les évêques, qui ont consacré leur première réunion annuelle à l'analyse des questions de l'Église et du pays, ont déclaré également à Menem qu' "on n'entrevoit pas de développement économique des régions".

Ils ont adressé des reproches au président à propos de la faillite du système de santé, du drame des retraités, de la malnutrition infantine et de la violence des jeunes sans espoirs de travail.

(...) La hiérarchie de l'Église catholique commence à donner une dimension plus grande aux revendications des plus pauvres auprès des autorités.

"Les gens me disent constamment : Monseigneur, je vous prie, vous qui disposez encore d'un micro, faites des demandes pour nous, car nous n'en

pouvons plus", a déclaré l'évêque Miguel Hesayne, un des prélats traités de "sot et hypocrite" par le président Menem.

L'autre est Justo Laguna, qui depuis l'année passée critique sévèrement la gestion du ministre de l'économie, Domingo Cavallo. "C'est un technocrate, incapable d'évaluer l'impact social de son plan économique", accuse Laguna.

Laguna avait été en décembre 1995 à la tête d'une manifestation de protestation pour dénoncer le chômage. Il y a peu de temps, son comportement avait été mal noté au sein de la structure ecclésiale.

Les changements dans l'Église lui donnent maintenant des points en sa faveur. Selon un sondage réalisé par Graciela Romero, au cours de ces derniers mois l'Église catholique s'est placée au deuxième rang des institutions auxquelles les Argentins font confiance, juste après les moyens de

communication. Derrière se trouvent les syndicats, le Congrès, les partis politiques, les entrepreneurs, les forces armées et le pouvoir judiciaire.

“L’Église est en train de remplacer les partis politiques, incapables de satisfaire les demandes des plus démunis”, a ajouté l’enquêtrice.

L’Église s’est placée à la tête d’événements sociaux tels que des occupations de terrains. A Quilmes, dans la province de Buenos Aires, quatre prêtres ont été arrêtés l’année dernière pour avoir collaboré avec les occu-

pants d’un terrain vague qui voulaient y installer un quartier d’urgence.

Cette année, dans la capitale, un autre groupe de prêtres a entamé une grève de la faim pour s’opposer à l’expulsion d’un groupement de familles habitant un quartier précaire.

La hiérarchie de l’Église catholique argentine a une large tradition conservatrice. Elle a toujours été identifiée avec les groupes de pouvoir, les gouvernements civils et militaires en place, les grandes entreprises et en général avec le secteur social le plus

riche.

Ce phénomène semblerait être en train d’évoluer en raison des nouvelles circonstances que vit le pays : un chômage record de 18,6 %, une économie qui n’arrive pas à décoller, après la crise provoquée par le crack mexicain de décembre 1994 et l’abandon de la protection des plus démunis par l’État.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.